

Convention collective interrégionale

IDCC : 172. – **INDUSTRIE DU BOIS DE PIN MARITIME
EN FORÊT DE GASCogne**
(29 mars 1956)

(Etendue par arrêté du 6 septembre 1956,
Journal officiel du 5 octobre 1956)

ACCORD DU 24 AVRIL 2008
RELATIF AUX STATUTS DE L'ASSOCIATION RÉGIONALE PARITAIRE
POUR LE FINANCEMENT DE LA NÉGOCIATION COLLECTIVE

NOR : ASET0850914M

IDCC : 172

STATUTS DE L'ASSOCIATION RÉGIONALE PARITAIRE POUR LE FINANCEMENT
DE LA NÉGOCIATION COLLECTIVE DANS L'INDUSTRIE DU BOIS DE PIN
MARITIME EN FORÊT DE GASCogne (ARPFIBPFG)

Article 1^{er}

Forme

Il est fondé entre les organismes signataires de l'accord du 24 avril 2008 relatif à la négociation collective dans l'industrie du bois de pin maritime en forêt de Gascogne une association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 ainsi que le décret du 16 août 1901.

Article 2

Titre

L'association porte le titre suivant : « Association régionale paritaire pour le financement de la négociation collective dans l'industrie du bois de pin maritime en forêt de Gascogne ».

Article 3

But

L'association a pour objet d'assurer le financement de la préparation, de l'information, de l'animation de la négociation collective de branche.

Article 4

Siège

Le siège est fixé : maison de l'industrie, à Bruges. Il peut être transféré en tous lieux sur décision du conseil d'administration.

Article 5

Tribunal compétent

Le tribunal compétent pour toutes actions en justice de l'association est celui du siège. Le président représente l'association lors de ces actions.

Article 6

Durée

La durée de l'association est illimitée.

Article 7

Membres

L'association est composée des organisations syndicales professionnelles et syndicales de salariés signataires de l'accord du 24 avril 2008 relatif à la négociation collective dans l'industrie du bois de pin maritime en forêt de Gascogne.

Article 8

Ressources

Les ressources de l'association comportent :

- les cotisations de ses membres, dont le montant est fixé par le conseil d'administration ;
- les cotisations des entreprises dont les activités sont visées dans le champ d'application de l'accord relatif à la négociation collective dans l'industrie du bois de pin maritime en forêt de Gascogne en application de l'article 1^{er} dudit accord ;
- les subventions, dons et legs qui lui sont accordés.

Article 9

Assemblée générale

L'assemblée générale est composée d'un représentant personne physique des personnes morales membres pour les organisations de salariés et d'autant de membres des organisations d'employeurs.

Les employeurs sont tenus d'accorder une autorisation d'absence aux salariés désignés par leur organisation pour siéger à l'assemblée générale et au conseil d'administration.

Elle se réunit une fois par an avant le premier conseil d'administration de chaque exercice, elle se prononce sur le rapport d'activité et les comptes. Les décisions de l'assemblée générale sont prises à la majorité des membres présents et représentés. A l'occasion de chaque décision, le collègue des employeurs et celui des salariés doivent disposer d'un nombre de voix égal.

Article 10

Conseil d'administration

Le conseil d'administration est composé d'un représentant titulaire (un suppléant en cas d'absence) de chacune des organisations syndicales de salariés ayant la qualité de membre, qui constituent le collège des salariés ; et d'un nombre de représentants des organisations d'employeurs ayant la qualité de membre, égal au total des représentants des salariés, qui constituent le collège des employeurs.

La durée du mandat des membres du conseil d'administration est de 2 années consécutives. Ce mandat est renouvelable.

La présidence et les autres postes alterneront tous les ans afin que successivement chaque collège puisse être représenté à chaque poste. Les fonctions de président et de trésorier ne peuvent être attribuées au même collège.

La durée du mandat du ou des membres du conseil d'administration élus en remplacement du ou des membres démissionnaires, radiés ou décédés est la durée restante qu'auraient eue les mandats des membres remplacés.

Article 11

Pouvoirs du conseil d'administration

Le conseil d'administration dispose des pouvoirs les plus étendus pour gérer l'association et pour agir en son nom.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des membres présents ou représentés. A l'occasion de chaque décision, le collège des employeurs et celui des salariés doivent disposer d'un nombre de voix égal.

Le conseil d'administration élit en son sein :

- un président, un vice-président ;
- un trésorier, un trésorier adjoint ;
- un secrétaire, un secrétaire adjoint.

Le président valide les engagements et le trésorier dispose de la délégation de signature pour toutes les opérations et tous les mouvements bancaires engageant l'association. La suppression de la délégation de signature est effective à la fin du mandat. Le conseil d'administration pourra définir des délégations de signature pour les opérations de gestion des activités de l'association.

Article 12

Réunion du conseil d'administration

Le conseil d'administration se réunit toutes les fois où il est convoqué par le président et au moins 2 fois par an. D'autres réunions peuvent avoir lieu, convoquées par le président ou à la demande de 3 administrateurs, à tout moment de l'année.

Article 13

Gestion administrative

Les activités et la gestion administrative de l'association sont assurées par un secrétariat administratif d'une organisation professionnelle patronale, placé sous la responsabilité du président.

Les membres du conseil d'administration ne sont pas rémunérés pour l'exercice de leur fonction, néanmoins les pertes de rémunération et les frais engagés pour leur participation seront remboursés sur justificatifs.

Les modalités de prise en charge des frais administratifs seront définies en lien avec le président auprès de l'organisation professionnelle patronale concernée.

Article 14

Comptabilité

Il est tenu une comptabilité conformément aux règles comptables en vigueur. Elle est contrôlée par un expert-comptable désigné par le conseil d'administration.

Article 15

Règlement intérieur

Un règlement intérieur est établi, si nécessaire, par le conseil d'administration.

Ce règlement sera destiné à fixer les divers points non prévus par les statuts, notamment ceux qui ont trait à l'administration de l'association et aux modalités de remboursement des frais visés dans l'accord.

Article 16

Dissolution de l'association

En cas de dissolution, le conseil d'administration statue sur la dévolution du patrimoine de l'association.

Le conseil d'administration désigne les établissements publics ou privés reconnus d'utilité publique ou, éventuellement, les associations déclarées ayant un objet similaire à celui de l'association dissoute qui recevront le reliquat de l'actif après paiement de toutes dettes et charges de l'association et de tous frais de liquidation.

Le conseil d'administration nomme pour assurer les opérations de liquidation un ou plusieurs membres de l'association qui seront investis à cet effet de tous pouvoirs nécessaires.

Article 17

Déclaration. – Publication

Le président, au nom du conseil d'administration, est chargé de remplir les formalités de déclaration et de publication prévues par la loi du 1^{er} juillet 1901 et par le décret du 16 août de la même année.

Fait à Bruges, le 24 avril 2008.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

Groupement syndical des fabricants de parquet, lambris, moulures et caisses de pin maritime et groupement aquitain des fabricants de palettes (GSP).

Syndicats de salariés :

Fédération BATIMAT-TP CFTC ;

Fédération nationale des travailleurs du bois et activités connexes
(FNTB) CGT ;

Fédération nationale des salariés de la construction et du bois
(FNCB) CFDT ;

Syndicat national du personnel d'encadrement de la filière bois-papier
(FIBOPA) CFE-CGC.